



**Thought for Food : Pour une population sensibilisée et engagée en
faveur d'un système alimentaire durable et solidaire**

Programme de sensibilisation et d'éducation au développement
2022-2024 par Iles de Paix Luxembourg avec le soutien du
Ministère des Affaires étrangères et européennes

Termes de référence pour l'évaluation du programme

-

Novembre 2023

(Echéance pour la remise des offres : 3/12/2023)

Iles de Paix Luxembourg asbl

Rue Jean Mercatoris 69, L-7237 Helmsange

info@ilesdepaix.lu – +352 621 393 413

Table des matières

- Contexte et orientation de l'évaluation 3
- Questions de l'évaluation 4
- Parties prenantes et responsabilités..... 5
- Méthodologie et contenu du travail d'évaluation 5
- Calendrier de la mission de consultance..... 6
- Produits attendus 6
- Profil de la personne recherchée pour la réalisation de l'évaluation..... 7
- Conditions contractuelles et financières..... 7
- Modalités pratiques de candidature..... 7
- Annexe : cadre logique accord-cadre 2022-2025 9

Acronymes

ECMS	Education à la citoyenneté mondiale et solidaire
IDP	Iles de Paix
MAEE	Ministère des Affaires étrangères et européennes
ONGD	Organisation non-gouvernementale de développement
SED	Sensibilisation et éducation au développement

Contexte et orientation de l'évaluation

Iles de Paix Luxembourg a été fondé en 1962 par des bénévoles inspirés par la philosophie de Dominique Pire (Prix Nobel de la Paix) et désireux de joindre leurs efforts à ceux d'Iles de Belgique, asbl de droit belge née également dans les années 60 dans le prolongement de l'œuvre de Dominique Pire.

Iles de Paix est une organisation non-gouvernementale de coopération internationale, qui agit avec les citoyens pour le respect des droits des paysannes et paysans, au moyen de la transition agroécologique.

Les activités d'Iles de Paix se déploient en Amérique latine et en Afrique, où les actions sont centrées sur la **promotion de l'agriculture familiale durable et de l'alimentation responsable**.

Dans ses pays d'intervention en Afrique (Bénin, Burkina Faso, Tanzanie, Ouganda) et en Amérique latine (Bolivie et Pérou), Iles de Paix appuie des familles paysannes pour qu'elles puissent bénéficier d'une alimentation adéquate et suffisante et vivre dignement de leur activité, dans le respect de l'environnement. L'association facilite un développement local, reproductible et durable conduit par les familles d'agriculteurs, leurs organisations et les autorités locales.

Depuis de très nombreuses années, Iles de Paix Belgique est également engagée au niveau de l'information, la sensibilisation et la mobilisation des jeunes, des sympathisants et du grand public en faveur de la mise en place de systèmes alimentaires durables et d'une citoyenneté mondiale et solidaire, dans le cadre de son programme d'Education à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). Iles de Paix Belgique réalise également des actions de plaidoyer pour que les décisions politiques, en Belgique, en Europe et dans le reste du monde, garantissent le droit à l'alimentation de chaque être humain.

Voici environ 5 années, Iles de Paix Luxembourg a souhaité s'investir également au niveau de la sensibilisation et de la mobilisation au Grand-Duché du Luxembourg. Un **programme de sensibilisation et éducation au développement (SED)** a été lancé en 2018, avec le soutien du **Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)** et s'est poursuivi jusqu'à ce jour (financement de projets annuels de 2018 à 2021 et accord-cadre 2022-2024).

Le **programme « Food for Thought »**, qui s'inscrivait dans la continuité des projets menés entre 2018 et 2021 – cible principalement le **public scolaire**, en primaire et secondaire, sous forme d'animations en lien avec la thématique des thèmes de systèmes alimentaires durables. Des outils pédagogiques – comme des fiches de cours, des livrets illustrés, des supports audiovisuels, etc. – sont également mis à disposition des enseignants. Les animations sont assurées par Iles de Paix, et certaines en duo avec des autres ONGD ou en consortium. Iles de Paix Luxembourg vise, par exemple, de réaliser 80 animations par année dans le public scolaire, sans compter les animations en collaboration avec les autres acteurs.

D'autres publics sont également ciblés, et le programme a ainsi un focus sur **les jeunes lors de leurs activités extra-scolaires**, ainsi que sur les **entreprises** et le **grand public**.

Pour les entreprises et le grand public, Iles de Paix organise au moins une fois par année des ciné-débats, de temps en temps avec l'intervention d'un témoin sud. IDPL participe aussi plusieurs fois par an à des foires destinées au grand public, seul ou en consortium.

En moyenne, le programme touche 1200 personnes chaque année, à travers ses différentes activités.

Ce programme est porté par une petite équipe (1,25 ETP), qui collabore avec de nombreuses organisations luxembourgeoise – l'insertion dans le tissu des ONGD a été un point d'attention au lancement du programme – et avec l'équipe ECMS d'Iles de Paix Belgique (appui à la réflexion stratégique et méthodologique, partage de ressources, co-création de nouvelles activités ou outils, etc.)

Cinq années par le lancement de son programme de sensibilisation et éducation au développement, et à la veille de l'introduction d'une nouvelle demande d'accord-cadre pour la période 2025-2029, Iles de Paix Luxembourg souhaite bénéficier d'un regard extérieur sur son programme. La **mission d'évaluation externe** qui est lancée s'intéressera au programme de SED mené depuis son lancement en 2018, avec un focus plus particulier pour la période couverte par l'accord-cadre 2022-2024.

Questions de l'évaluation

Des questions générales et spécifiques auxquelles s'intéressera l'évaluation sont les suivantes :

Questions générales :

- 1.1. Les résultats des programmes menés depuis 2018 – et particulièrement depuis 2022 – sont-ils conformes aux attentes ? L'analyse sera effectuée au niveau de chacun des résultats du programme¹ et au niveau de son objectif spécifique, et sera faite sous l'angle des critères CAD suivants :
 - Pertinence (importance du critère² : +++)
 - Efficacité (importance du critère : +++)
 - Efficience (importance du critère : ++)
 - Durabilité (importance du critère : +)
 - Impact (importance du critère : +)

L'analyse sera particulièrement approfondie pour les animations et la mise à disposition d'outils pédagogiques en milieu scolaire, qui sont deux axes d'activités importants du programme. Une attention spécifique sera en outre portée pour explorer les attentes et besoins des jeunes et de leurs enseignants par rapport à la thématique des systèmes alimentaires durables.

1.2. Quelles sont les principales forces et faiblesses du programme ?

1.3. Quelles sont les principales leçons tirées par l'évaluateur.trice de l'observation des résultats du programme ?

1.4. Quelles sont les conclusions de l'évaluateur.trice et ses recommandations dans la perspective du prochain accord-cadre 2025-2029 qui continuera à être centré sur la thématique des systèmes alimentaires durables et la promotion d'une citoyenneté mondiale ?

Questions spécifiques d'évaluation :

2.1. Iles de Paix, en tant que nouvel acteur de SED au Grand-Duché du Luxembourg, s'est attaché à s'impliquer et s'intégrer dans le **tissu des acteurs de SED**. Un investissement important, eu égard à la taille réduite de l'équipe Iles de Paix en charge du programme SED, a été effectué pour participer activement aux concertations sectorielles, s'impliquer dans la mise en œuvre d'activités et projets communs, etc. L'importance accordée à cette insertion dans les dynamiques sectorielles s'est reflétée par le fait d'en faire un résultat à part entière.

Quel bilan tirer des efforts consentis ? Quelles forces et faiblesses de cette approche ? Le dosage apparaît-il en outre adapté eu égard à la taille de l'équipe (ni trop, ni trop peu) ?

2.2. Le programme de SED d'Iles de Paix Luxembourg bénéficie de l'**appui d'Iles de Paix Belgique** (équipe et programme d'Education à la citoyenneté mondiale et solidaire). Il peut s'agir d'un appui à la réflexion stratégique ; au niveau opérationnel, méthodologique, de gestion ; en partage ou co-construction de ressources, etc.

¹ L'accord-cadre 2022-2024 prévoit 4 résultats, correspondant à autant de publics cibles : public scolaire et extra-scolaire, entreprises, grand public et secteur ONG.

² L'importance des critères a été définie afin de tenir compte des attentes qu'il est réalistement possible d'avoir dans le cadre de la présente évaluation, afin de guider le dosage des efforts consentis pour l'analyse de ces critères.

Quelles sont les forces et les limites de cet appui ? Dans quelle mesure soutient-il l'efficacité et l'efficacité du programme ? Quelles recommandations peuvent être formulées pour optimiser cette collaboration ?

Parties prenantes et responsabilités

L'évaluation est confiée à un.e **évaluateur.trice principal.e** qui sera responsable de la cohérence globale de l'évaluation et de la remise du rapport d'évaluation final. Le/la consultant.e principal.e peut travailler en collaboration avec un.e consultant.e.s associé.e.

L'évaluateur.trice soumettra une méthodologie détaillée pour la bonne exécution de l'exercice d'évaluation. Il/elle assurera la bonne restitution des conclusions et recommandations.

Le **comité de coordination de l'évaluation** est composé de 3 personnes : Katie Eitler (responsable SED Iles de Paix), qui est en charge du pilotage de l'évaluation et qui est appuyée par Terry Roiseux (chargée de projets en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, Iles de Paix Belgique) et Magali Verstraeten (responsable du programme d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, Iles de Paix Belgique).

Méthodologie et contenu du travail d'évaluation

La **méthodologie** d'exécution de l'évaluation sera proposée dans son offre par le/la consultant.e. Une attention particulière sera portée aux éléments suivants :

- Méthodologie envisagée pour chacune des questions prises individuellement ;
- Méthodologie envisagée le cas échéant pour la collecte des données afin d'assurer la qualité des sources d'informations, la triangulation des informations et la neutralité de l'évaluation.

Sur base de l'étude des documents de programme, l'évaluateur.trice retenu.e proposera un **calendrier** de travail avec les visites à effectuer et les éventuels acteurs cibles à rencontrer. Cette proposition sera discutée avec le comité de coordination.

Une **réunion de lancement** sera organisée, et permettra notamment de :

- Présenter l'intervention et les ressources documentaires disponibles pour la réalisation de l'évaluation ;
- Passer en revue des questions d'évaluation (et si nécessaire, révision de ces dernières) ;
- Clarifier les objectifs et approches ;
- Présenter et expliquer la méthodologie d'évaluation.

Le **rapport provisoire** d'évaluation fera l'objet d'une **restitution** et sera discuté avec le comité de coordination. Un délai de minimum 2 jours ouvrables sera prévu entre l'échéance de remise du rapport provisoire et la réunion de restitution.

Le **rapport final** sera préparé en tenant compte des commentaires écrits faisant suite au rapport provisoire et des commentaires formulés lors de la restitution.

Tout au long de la mission, le/la consultant.e collaborera étroitement avec l'équipe du programme SED d'Iles de Paix dans l'objectif d'assurer la meilleure appropriation possible de son travail. Par ailleurs, le/la consultant.e veillera dans ses relations avec ses interlocuteurs à leur expliquer les objectifs de l'évaluation.

Calendrier de la mission de consultance

Le calendrier de la mission – qui sera précisé au moment de la contractualisation – est prévu avec les échéances suivantes :

Objet	Echéance
Remise des offres	3/12/2023
Sélection du/ de la consultant.e	8/12/2023
Contractualisation	15/12/2023
Réalisation de l'évaluation	De mi-décembre 2023 à mars 2024
Remise du rapport intermédiaire	3/03/2024
Réunion de présentation et échanges sur le rapport intermédiaire	6/03/2024
Remise du rapport final	24/03/2024

Produits attendus

Les produits attendus sont les suivants :

- **1 support (PPT ou autre)** pour la restitution des constats et recommandations provisoires de l'évaluation ;
- Un **rapport provisoire**, qui fera l'objet d'une restitution ;
- Un **rapport final** qui devra contenir les éléments suivants :
 1. Résumé exécutif ;
 2. Rappel du contexte et des objectifs du programme de SED d'Iles de Paix ;
 3. Rappel des objectifs et des questions de l'évaluation ;
 4. Description de la méthodologie de l'évaluation (en mettant en évidence comment la méthodologie a permis de répondre aux questions d'évaluation, les dispositions prises pour assurer la qualité des sources d'informations, les dispositions prises pour assurer la triangulation des données ainsi que les dispositions prises pour assurer la neutralité du rapport d'évaluation) ;
 5. Réponse aux questions d'évaluation ;
 6. Synthèse des constats et recommandations ;
 7. Conclusions globales de l'évaluation.
- **1 supports Powerpoint** de présentation des résultats de l'évaluation.
- **4 notes « message clefs »** qui récapitule en une page maximum les principaux messages à retenir de l'évaluation.

Nous nous attendons à un **travail précis, concis, sans redondance**. Les recommandations seront précises, ciblées et réalistes.

Le rapport final ne devrait pas dépasser **50 pages**.

Profil de la personne recherchée pour la réalisation de l'évaluation

Pour cette évaluation, il est recherché un.e expert.e principal.e, travaillant éventuellement avec un.e expert.e associé.e.

L'expert.e principal.e, responsable de la cohérence globale du travail d'évaluation, répondra aux exigences suivantes :

- Solide expérience méthodologique (au moins 5 ans) en matière d'évaluation externe de programmes de développement, et en particulier de programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale (*global éducation*);
- Maîtrise des méthodologies d'évaluation de programmes de développement s'appuyant sur les critères CAD ;
- Solide connaissance des problématiques de la coopération, et en particulier de la sensibilisation et de l'éducation au développement, au Grand-Duché du Luxembourg ;
- Des connaissances de l'agriculture familiale durable sont un plus.
- Des connaissances du secteur éducatif et de la jeunesse au Grand-Duché du Luxembourg sont un plus.
- Des connaissances de la société civile luxembourgeoise sont un plus.
- Des connaissances du secteur de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire en Belgique est un plus.
- Parfaite maîtrise du français écrit et parlé. La maîtrise du luxembourgeois est un plus.
- Excellentes capacités rédactionnelles.

Conditions contractuelles et financières

Le contrat proposé sera un contrat de prestation de service. L'évaluateur.trice est entièrement responsable de tous les frais liés à la consultation. Le paiement de la prestation se fera par virement bancaire sur base des factures émises par le/la prestataire et adressée à Iles de Paix Luxembourg, selon la répartition suivante :

- 1^{ère} tranche à la signature du contrat : 50% du montant global de la prestation.
- 2^{ème} tranche à l'acceptation du rapport final : 50% du montant global de la prestation.

Le **budget maximal** toutes taxes comprises disponible pour la réalisation de cette évaluation est de **10.000€**.

Modalités pratiques de candidature

Modalités de réponse et documents à fournir

Le dossier de candidature sous format informatique comportera deux fichiers rédigés en français :

- Une offre technique et financière (15 pages maximum) ;
- La composition de l'équipe d'évaluation :
 - Un CV actualisé de l'évaluateur.trice principal.e (5 pages maximum) ;
 - Un CV actualisé du/de la évaluateur.trice associé.e le cas échéant.

L'offre technique reprendra clairement un descriptif du processus évaluatif, de la méthodologie proposée et de l'éventuel dispositif d'enquête, une proposition de calendrier, une liste du matériel souhaité pour accomplir la mission ainsi qu'une liste des documents souhaités pour consultation avant mission (les documents ne seront transmis qu'au profil retenu).

L'offre financière détaillera clairement les honoraires (toutes taxes comprises) des évaluateur.trice.s ainsi que tous les autres frais (déplacements, etc.).

Les offres seront envoyées par courrier électronique à Katie Eitler à l'adresse mail katie.eitler@ilesdepaix.org au plus tard le 3/12/2023. Seules les offres complètes, correspondant au profil et ne dépassant pas le budget maximum seront analysées par le comité de sélection.

Processus de sélection du consultant

Les propositions techniques seront évaluées sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation et du système de points suivant :

- Expertise, expérience et compétences des consultant.e.s : 30 points
- Compréhension des TDR et adéquation entre offre et demande : 25 points
- Méthodologie proposée : 25 points
- Offre financière : 20 points

Annexe : cadre logique accord-cadre 2022-2025

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions ou hypothèses
Objectifs global			
<p>Iles de Paix Luxembourg souhaite promouvoir une société mondiale qui se caractérise notamment par l'instauration de systèmes alimentaires durables et solidaires, ancrés dans le respect des droits de l'homme et de l'environnement, portés par des populations conscientes et qui exercent leur citoyenneté mondiale et solidaire, aspirant à un monde permettant à chacun de vivre dans la dignité.</p>			
Objectif spécifique du programme			
<p>Les personnes touchées par le programme utilisent les leviers dont elles disposent pour favoriser la mise en place de systèmes alimentaires durables et solidaires, et plus globalement le développement d'une citoyenneté mondiale et solidaire.</p>	<p>OS IOV1</p>	<p>Nombre et proportion de personnes touchées par les programmes qui entendent mener davantage d'actions concrètes en faveur de la mise en place de systèmes alimentaires durables et solidaires suite aux activités (changement des choix de consommation, droits des paysans, engagement bénévole, soutien à des ONG, etc.).</p>	<p>- Analyse des formulaires d'évaluation remis par les jeunes et par les enseignants. - Analyse des formulaires d'évaluation remis par les personnes ayant participé aux activités de sensibilisation « grand public » et « entreprises » d'IDPL. - Evaluation indépendante à la fin du programme, dans une optique d'apprentissages et de redevabilité.</p> <p>- Les publics cibles accordent de l'importance aux enjeux du développement et estiment qu'ils peuvent être acteurs de changement. Pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> > l'évolution du contexte dans les pays en développement et l'image qui en est donnée dans les médias n'est pas de nature à remettre fondamentalement en cause la pertinence des liens de solidarité Nord-Sud. > le contexte socio-économique se maintient à un niveau qui permet l'intérêt et l'engagement des personnes en faveur des problématiques de développement des populations du Sud. > il n'y a pas de scandale dans le secteur de nature à remettre fondamentalement en cause la pertinence des discours et de l'action des ONG ou la confiance qu'accorde le public aux ONG.

Résultats attendus

R1 (Public scolaire et extrascolaire) – Les jeunes, leurs enseignants et animateurs sont davantage éclairés sur les systèmes alimentaires durables et solidaires et sont motivés à agir en faveur de ceux-ci.	R1 IOV1	<p>Nombre de jeunes touchés qui estiment être mieux éclairés et motivés à s’engager en faveur des systèmes alimentaires durables et solidaires.</p> <p>Cible sur la durée du programme : 4000 élèves/jeunes touchés, 3400 (85%) élèves/jeunes mieux éclairés et 2600 (65%) élèves/jeunes davantage motivés à s’engager.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des formulaires d’évaluation remis par les jeunes et les enseignants/animateurs. - Analyse du feedback et des commentaires écrits des acteurs d’entreprises ayant participé aux actions d’ED d’IDPL. - Analyse des formulaires l’évaluation remis par les personnes ayant participé aux activités de sensibilisation « grand public » d’IDPL. - Réunions et rapports d’évaluation avec les organisations partenaires de chaque activité en consortium. 	<p>- L’offre d’IDPL en matière d’ED suscite l’intérêt des établissements scolaires et extrascolaires, entreprises et des organisateurs d’évènements culturels. Pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> > le travail de communication mené par IDPL permet de faire connaître largement l’offre d’IDPL en matière de sensibilisation et d’ED à ces publics cibles. > les activités et outils pédagogiques proposés correspondent aux besoins (notamment en termes linguistiques et culturels) des jeunes, des enseignants, des animateurs, des entreprises et du grand public en général. <p>- les autres ONGD au Luxembourg se montrent ouvertes, actives et efficaces pour des collaborations en éducation au développement et les plateformes de rencontres (notamment le Cercle des ONGD) rendent possible des échanges fréquents entre les divers acteurs.</p>
	IOV2	<p>Nombre d’enseignants/animateurs qui estiment que leurs élèves sont mieux éclairés et motivés à s’engager suite aux activités.</p> <p>Cible sur la durée du programme : 200 enseignants/animateurs touchés, 170 (85%) enseignants/animateurs qui estiment les jeunes mieux éclairés et 130 (65%) enseignants/animateurs qui les jugent motivés à s’engager.</p>		
	IOV3	<p>Nombre de commandes d’outils pédagogiques et d’exposition photos dans les établissements du primaire et du secondaire.</p> <p>Cible sur la durée du programme : 2000 outils diffusés et 90 jours d’exposition.</p>		
R2 (Entreprises) – Les divers acteurs des entreprises sont	R2	<p>Nombre de personnes ayant participé aux activités de sensibilisation d’IDPL dans les</p>		

davantage éclairés sur les systèmes alimentaires durables et solidaires et sont motivés à agir en faveur de ceux-ci.	IOV1	<p>entreprises et se sentant éclairées et encouragées à s’engager en faveur des systèmes alimentaires durables et solidaires.</p> <p>Cible sur la durée du programme : 300 personnes touchées, 255 (85%) mieux éclairés et 195 (65%) motivés à s’engager.</p>		
R3 (Grand public) – Le grand public est davantage éclairé sur les systèmes alimentaires durables et solidaires et sont motivés à agir en faveur de ceux-ci.	R3 IOV1	<p>Nombre de personnes ayant pris part aux activités « grand public » qui se sentent davantage éclairées et motivées à s’engager en faveur des systèmes alimentaires durables et solidaires.</p> <p>Cible sur la durée du programme: 3000 personnes touchées.</p>		
R4 (Secteur ONG) – La concertation sectorielle ED est renforcée par l’engagement d’Illes de Paix Luxembourg dans les groupes de travail et dans des relations bilatérales avec d’autres acteurs d’ED.	R4 IOV1	<p>Nombre d’évènements et d’actions menées en collaboration avec d’autres acteurs d’ED.</p> <p>Cible sur la durée du programme : 18 évènements.</p>		

Activités réalisées pour atteindre les résultats

<p>A1 – Réalisation d'animations pédagogiques dans les écoles primaires, les lycées et les organisations extrascolaires.</p>	A1	<p>Nombre de sessions d'animations réalisées dans des lycées et écoles primaires et nombre de personnes (élèves /enseignants) touchées dans ce cadre.</p> <p>Cible : 150 animations et 4000 élèves.</p>	<p>- Enquêtes de satisfaction réalisées auprès des écoles, des entreprises et des participants aux activités « grand public ».</p> <p>- Tableaux de suivi recensant (i) le nombre d'écoles/organisations approchées, (ii) le nombre d'animations menées, (iii) le nombre d'écoles/organisations touchées, (iv) le nombre d'outils pédagogiques distribués, (v) le nombre de personnes touchées par les activités « entreprises », (vi) le nombre de personnes touchées par les activités « grand public », (vii) le nombre de réunions et (viii) de collaborations à travers de activités avec d'autres acteurs du secteur.</p>	<p>Conditions préalables : les ressources nécessaires à la bonne marche du programme sont disponibles, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les services de prestataires/fournisseurs externes (graphistes, imprimeurs, etc.). - les ressources humaines pour le programme : une personne à temps plein responsable du programme ED d'IDPL et une chargée de projets en charge des activités d'ED grand public à temps partiel (25% de sa tâche totale), l'appui de l'équipe ECMS d'IDP Belgique et des autres équipes d'IDP. - l'accès aux réseaux de collaboration entre les acteurs de la coopération (tel que le Cercle des ONGD ou les évènements comme la Foire BNE).
	IOV1			
	IOV2	<p>Nombre d'activités réalisées auprès du public extrascolaire et nombre de jeunes touchés dans ce cadre.</p> <p>Cible au long du programme : 15 actions et 300 jeunes.</p>		
	IOV3	<p>Nombre d'outils pédagogiques diffusés au cours et en dehors des animations.</p> <p>Cible : 2000 outils diffusés.</p>		
	IOV4	<p>Nombre de sessions réalisées dans des lycées et écoles primaires et nombre de personnes (élèves /enseignants) touchées dans le cadre de l'accueil d'un témoin du Sud.</p> <p>Cible : 6 sessions & 300 personnes touchées</p>		
	IOV5	<p>Nombre de personnes (jeunes / enseignants) touchées dans le cadre des projets de dialogues croisés international établi entre des jeunes.</p> <p>Cible : 100 personnes touchées.</p>		
IOV6	<p>Nombre de jours d'installations d'exposition de photos dans des établissements scolaires.</p> <p>Cible : 90 jours.</p>			

<p>A2 - Parcours de formation pour enseignants sur l'éducation au développement et les systèmes alimentaires durables.</p>	<p>IOV1</p> <p>IOV2</p>	<p>Nombre de partenariats pluriannuels s'inscrivant dans le cadre de parcours de formation pour enseignants.</p> <p>Cible : 4 partenariats long-termes au sein des écoles des enseignants participants (4 enseignants issus de 2 lycées).</p> <p>Nombre d'enseignants et d'élèves ayant participé aux activités de sensibilisation d'IDPL dans le cadre des partenariats pluriannuels et se sentant éclairés et encouragés à s'engager en faveur des systèmes alimentaires durables et solidaires.</p> <p>Cible: 10 enseignants et 600 élèves touchés.</p>		
<p>A3 - Animation en commun IDPL- Chrétiens du Sahel : « Comprendre la Mondialisation »</p>	<p>IOV1</p>	<p>Nombre de sessions d'animations réalisées dans des lycées et nombre de personnes (élèves/enseignants) touchées dans ce cadre.</p> <p>Cible : 10 animations. 10 enseignants et 200 élèves.</p>		
<p>A4 – Réalisation d'activités de sensibilisation dans les entreprises du Grand-Duché.</p>	<p>A2</p> <p>IOV1</p> <p>IOV2</p>	<p>Nombre de personnes touchées lors de conférences, animations ou ciné-débats en entreprise sur le thème des systèmes alimentaires durables et solidaires.</p> <p>Cible : 150 personnes touchées.</p> <p>Nombre d'employées touchées lors de la venue d'un témoin du Sud.</p> <p>Cible : 100 personnes touchées.</p>		

<p>A5 - Organisation et participation à des actions de sensibilisation à destination du grand public.</p>	<p>A3 IOV1 IOV2 IOV3</p>	<p>Nombre de salons/et ou festivals grand public auquel aura participé IDPL. Cible : 18 évènements.</p> <p>Nombre de personnes touchées par ces activités de sensibilisation grand public (estimation). Cible : 3000 personnes.</p> <p>Nombre de personnes touchées au cours des projections-débats avec implication d'un témoin de Sud. Cible : 150 personnes.</p>		
<p>A6– Participation à la concertation sectorielle entre acteurs ED</p>	<p>A4 IOV1 IOV2</p>	<p>Nombre de groupes de travail et espaces de concertation auquel IDPL participe. Cible : 5 groupes.</p> <p>Nombre de réunions de ces groupes de travail et espaces de concertation sectorielle auxquelles IDPL a participé. Cible : 60 réunions.</p>		